



PREFET DE L'HERAULT



## CONVENTION COMMUNALE DE COORDINATION DE LA POLICE MUNICIPALE DE BASSAN ET DES FORCES DE SÉCURITÉ DE L'ÉTAT

Vu la loi 99-291 du 15 avril 1999 relative aux Polices Municipales,  
Vu la loi n° 2007-297 du 5 mars 2007 relative à la prévention de la délinquance,  
Vu le décret 2012-2 du 2 janvier 2012 relatif aux conventions types de coordination en matière de police municipale  
Vu le décret 2017-1523 du 3 Novembre 2017 portant diverses dispositions en matière de sécurité routière  
Vu la Circulaire NOR INTR 1300185 C du ministre de l'intérieur en date du 30 janvier 2013,  
**Vu la loi n°2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique,**

Il a été décidé entre le préfet de l'Hérault, le procureur de la République et le maire de la commune de BASSAN ce qui suit :

La police municipale et les forces de sécurité de l'État ont vocation, dans le respect de leurs compétences respectives, à intervenir sur la totalité du territoire de la commune.

En aucun cas il ne peut être confié à la police municipale de mission de maintien de l'ordre.

La présente convention, établie conformément aux dispositions du I de l'article L.512-4 du code de la sécurité intérieure, précise la nature et les lieux des interventions des agents de police municipale. Elle détermine les modalités selon lesquelles ces interventions sont coordonnées avec celles des forces de sécurité de l'État.

Pour l'application de la présente convention, les forces de sécurité de l'État sont les militaires de la gendarmerie nationale, dont le responsable local est le commandant de la brigade de gendarmerie de SERVIAN/ROUJAN, territorialement compétent.

## Article 1<sup>er</sup>

Envoyé en préfecture le 19/02/2025  
Reçu en préfecture le 19/02/2025  
Publié le  
ID : 034-213400252-20250213-DEL\_2025\_008-DE

L'état des lieux établi à partir du diagnostic local de sécurité réalisé par les forces de sécurité de l'État compétentes, fait apparaître les besoins et priorités suivants :

- la sécurité des biens et des personnes,
- la lutte contre les cambriolages,
- la sécurisation des commerces,
- la lutte contre les troubles à la tranquillité et à l'ordre public,
- la Prévention de la violence dans les transports,
- la lutte contre les toxicomanies et autres addictions,
- la lutte contre l'insécurité routière,
- la prévention des violences intrafamiliales,
- la lutte contre les pollutions et nuisances,
- la prévention des violences scolaires.

**TITRE I**  
**Coordination des Services**

Envoyé en préfecture le 19/02/2025
Reçu en préfecture le 19/02/2025
Publié le
ID : 034-213400252-20250213-DEL_2025_008-DE

**Chapitre 1<sup>er</sup>**

**Nature et lieux des interventions**

**Article 2**

Sans préjudice de la compétence générale de la gendarmerie nationale, la police municipale exécute, dans la limite de ses attributions et sous l'autorité du Maire, les tâches relevant de la compétence du Maire en matière de prévention et de surveillance du bon ordre, de la tranquillité de la sécurité et de la salubrité publiques. La police municipale est chargée d'assurer l'exécution des arrêtés de police du Maire, elle a vocation, dans le respect de ses compétences, à intervenir sur la totalité du territoire de la commune.

La police municipale assure la garde statique des bâtiments communaux lors de manifestations occasionnelles ou exceptionnelles.

Elle assure également la surveillance générale des voies publiques et privées ouvertes au public, des lieux ouverts au public, ainsi que des interventions sur l'appel d'un tiers.

**Article 3**

La police municipale assure, à titre principal, la surveillance du groupe scolaire de BASSAN en particulier lors des entrées et sorties des élèves.

La présence des agents de police municipale contribue à prévenir les accidents de la circulation et les éventuels troubles à l'ordre public ainsi qu'à garantir la sécurité des élèves.

**Article 4**

La police municipale assure, à titre principal, la surveillance des cérémonies, fêtes et réjouissances organisées par la municipalité, notamment :

- les cérémonies militaires et patriotiques du 8 mai, 11 novembre et 13,14 juillet,
- la fête du village, les marchés hebdomadaires, manifestations sportives,

Pour ces manifestations et pour des raisons opérationnelles, elle informera préalablement le commandant de la brigade des services mis en œuvre. Pour les autres manifestations qui revêtent une ampleur particulière, des réunions de travail préparatoire entre les organisateurs, les responsables de la gendarmerie et les responsables de la police municipale seront programmées en vue d'évaluer les risques et les moyens à mettre en œuvre ainsi que le champ d'action et les modalités d'intervention des différents services.

**Article 5**

La surveillance des autres manifestations, notamment des manifestations sportives, récréatives ou culturelles nécessitant ou non un service d'ordre à la charge de l'organisateur, est assurée, dans les conditions définies préalablement par le commandant de la communauté de brigades de SERVIAN/ROUJAN et le responsable de la police municipale, soit par la police municipale, soit par la brigade de gendarmerie, soit en commun dans le respect des compétences de chaque service.

### Article 6

La police municipale assure conjointement avec la gendarmerie la surveillance de la circulation. Elle a en charge de manière prioritaire la surveillance du stationnement des véhicules sur les voies publiques et les aires aménagées à cet effet.

Elle a compétence, avec la gendarmerie, pour faire procéder aux opérations d'immobilisations ou de mises en fourrière.

Les prescriptions de mise en fourrière automobile sur terrain privé non ouvert à la circulation publique seront opérées par l'Officier de Police Judiciaire de la gendarmerie conformément aux dispositions des articles L. 325-12 et R 325\_51 du code de la route. la surveillance de la circulation et du stationnement des véhicules sur les voies publiques et parcs de stationnement dont la liste est précisée lors des réunions périodiques prévues à l'article 10.

### Article 7

La police municipale informe au préalable la communauté de brigades de SERVIAN/ROUJAN des opérations de contrôle routier et de constatations d'infractions qu'elle assure dans le cadre de ses compétences.

### Article 8

Sans exclusivité, la police municipale assure plus particulièrement les missions de surveillance du territoire communal dans les créneaux horaires suivants :

- du lundi au vendredi de 8h à 12h15 et de 13h15 à 18h00,

Sans exclusivité, les missions de surveillance nocturne de la Police Municipale sont décidées sous l'autorité du Maire par le Chef de Service, en fonction des faits constatés, des nécessités de service, des effectifs opérationnels et des festivités organisés sur la commune.

Elles peuvent avoir lieu entre 18h00 et 08h00 en semaine ainsi que les week-end et jours fériés.

### Article 9

Toute modification des conditions d'exercice des missions prévues aux articles 2 à 8 de la présente convention fait l'objet d'une concertation entre le représentant de l'État et le maire dans le délai nécessaire à l'adaptation des dispositifs de chacun des deux services.

**Article 10**

Synthèse de la doctrine d'emploi de la police municipale :

Le commandant de la communauté de brigades de SERVIAN/ROUJAN et le responsable de la police municipale, ou leurs représentants, se réunissent dans l'enceinte de la brigade de gendarmerie ou dans les locaux de la Police Municipale:

- Hebdomadairement au minimum ou périodiquement pour échanger toutes informations utiles relatives à l'ordre, la sécurité et la tranquillité publique dans la commune, en vue de l'organisation matérielle des missions prévues par la présente convention.
- Avant les manifestations les plus importantes, en vue de préparer l'organisation matérielle des missions prévues par la présente convention.
- Semestriellement ou à la demande d'une des parties, pour analyser les bilans des actions menées. L'ordre du jour de ces réunions est adressé au Préfet et au Procureur de la République qui y participe ou s'y fait représenter s'il l'estime nécessaire.

Le commandant de la communauté de brigades de SERVIAN/ROUJAN et le responsable de la police municipale s'informent mutuellement des modalités pratiques des missions respectivement assurées par leurs agents pour assurer la complémentarité des services chargés de la sécurité sur le territoire de la commune.

Le responsable de la police municipale informe le commandant de la communauté de brigades de SERVIAN/ROUJAN du nombre d'agents de police municipale affectés aux missions de la police municipale.

Le commandant de la communauté de brigades de SERVIAN/ROUJAN et le responsable de la police municipale peuvent décider que des missions pourront être effectuées en commun sous l'autorité fonctionnelle du commandant de la communauté de brigades de SERVIAN/ROUJAN ou de son représentant.

Le Maire en est systématiquement informé par le Chef de Service de la Police Pluri-Communale.

Ces missions, de façon non exhaustive peuvent concerner :

1. îlotage
2. la surveillance générale de nuit,
3. la sécurité des rassemblements de personnes,
4. les opérations de police de la route,
5. les interventions dans le cadre d'assistance,
6. les opérations d'alcoolémie sous la direction d'un Officier de Police Judiciaire,
7. les opérations de prévention,
8. les recherches de personnes disparues ou recherchées
9. les recherches de véhicules signalés volés

**Article 11**

Le responsable des forces de sécurité de l'État et le responsable de la police municipale, ou leurs représentants, se concertent mutuellement par tout moyen (réunions, échanges téléphoniques, mails) pour échanger toutes informations utiles relatives à l'ordre, la sécurité et la tranquillité publics dans la commune, en vue de l'organisation matérielle des missions prévues par la présente convention.

Lors de ces réunions, il sera systématiquement fait un état des résultats enregistrés en matière de sécurité routière.

## Article 12

Envoyé en préfecture le 19/02/2025

Reçu en préfecture le 19/02/2025

Publié le

ID : 034-213400252-20250213-DEL\_2025\_008-DE

Le responsable des forces de sécurité de l'État et le responsable de la police municipale s'informent mutuellement des modalités pratiques des missions respectivement assurées par les agents des forces de sécurité de l'État et les agents de police municipale, pour assurer la complémentarité des services chargés de la sécurité sur le territoire de la commune.

Le responsable de la police municipale informe le responsable des forces de sécurité de l'État du nombre d'agents de police municipale affectés aux missions de la police municipale et, le cas échéant, du nombre des agents armés et du type des armes portées. Ainsi, les agents constituant le service de police municipale au nombre d'un agent, sur la base de l'article R511-12 du code de la sécurité intérieure dotés de :

Armes de catégories B :

- pistolets semi-automatique calibre 9 mm
- Générateur **d'aérosols incapacitant ou lacrymogène**

Armes de catégorie D :

- Bâton télescopique / tonfa
- Générateur **d'aérosols incapacitant ou lacrymogène**

Suivant l'article 3 de la loi n°2018-697 du 3 août 2018 relative à l'harmonisation de l'utilisation des caméras mobiles par les autorités publiques, la police municipale de BASSAN peut se doter de caméras mobiles individuelles pour procéder à un enregistrement audiovisuel des interventions dans le cadre de l'article L.241-2 du CSI.

La police municipale donne toutes informations aux forces de sécurité de l'État sur tout fait dont la connaissance peut être utile à la préservation de l'ordre public et qui a été observé dans l'exercice de ses missions.

Le responsable des forces de sécurité de l'État et le responsable de la police municipale peuvent décider que des missions pourront être effectuées en commun sous l'autorité fonctionnelle du responsable des forces de sécurité de l'État, ou de son représentant. Le maire en est systématiquement informé.

Ainsi des patrouilles de contact mixtes sont organisées par le responsable local des forces de sécurité de l'État et le responsable de la police municipale. Elles s'exécutent dans le cadre de la Police de Sécurité au Quotidien, au contact de la population et sont composées de gendarmes et de policiers municipaux.

De même, des services coordonnés peuvent être menés au cours desquels chacun, dans le respect de ses attributions et de sa compétence territoriale, participe à une mission d'intérêt commun (sécurité routière, prévention de proximité,...).

## Article 13

Envoyé en préfecture le 19/02/2025

Reçu en préfecture le 19/02/2025

Publié le

ID : 034-213400252-20250213-DEL\_2025\_008-DE

Dans le respect des dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative aux fichiers et aux libertés et de l'arrêté du 15 mars 1996, les forces de sécurité de l'État et la police municipale échangent les informations dont elles disposent sur les personnes signalées disparues et sur les véhicules volés susceptibles d'être identifiés sur le territoire de la commune.

En cas d'identification par ses agents d'une personne signalée disparue ou d'un véhicule volé, la police municipale en informe les forces de sécurité de l'État.

La police municipale peut être destinataire, dans la limite du besoin d'en connaître, des informations relatives aux seuls véhicules volés. Une liste actualisée peut être obtenue à la brigade sous format papier daté et signé, selon une occurrence à définir localement.

La communication, sur demande, de données figurant dans le SIV au profit de la police municipale exécutant des missions de sécurité routière est autorisée (article L330-2 du code de la route).

Selon le décret n°2013-745 du 14 août 2013 modifiant le décret n°2010-569 du 28 mai 2010 relatif au fichier des personnes recherchées, dans la limite du besoin d'en connaître, les militaires de la gendarmerie nationale peuvent, par oral ou écrit signé, transmettre aux agents de la police municipale certaines informations relatives à une personne inscrite dans ce fichier (personnes disparues ou évadées des asiles).

Sur demande motivée, certaines données figurant dans le fichier DICEM (déclaration et identification de certains engins motorisés), peuvent être transmises aux agents de la police municipale dans le cadre de leur mission de sécurité routière (arrêté du 15 mai 2009).

En leur qualité d'agent de police judiciaire adjoint, le décret n°2018-387 du 24 mai 2018 précisant les conditions d'accès aux informations des traitements de données à caractère personnel relatifs au permis de conduire et à la circulation des véhicules, offre la possibilité aux policiers municipaux d'accéder directement à certaines données du SNPC et du SIV, aux seules fins d'identifier les auteurs des infractions au code de la route qu'ils sont habilités à constater.

Les informations relatives à l'existence, la catégorie et la validité du permis de conduire peuvent être communiquées sur leur demande aux agents de la police municipale lors de missions de sécurité routière (article L. 225-5 du code de la route).

Dans le cadre normal du service, les policiers municipaux doivent prioritairement être orientés vers la brigade locale. Néanmoins, de nuit, si l'opérateur en a le temps (priorité aux appels de secours ou sollicitations des unités du groupement), l'identification peut être faite afin de s'assurer que les policiers municipaux ne sont pas face à une situation de danger immédiat (ex : véhicule signalé ou personne dangereuse).

Pour autant, il est interdit de donner des éléments contenus dans un fichier opérationnel sans identifier clairement l'appelant ; ainsi, dans ce dernier cas, le COG ne répondra qu'en cas d'identification préalable d'un numéro unique de téléphone de la police municipale.

Toute communication d'informations, même orale, provenant d'un autre fichier opérationnel est interdite.

## Article 14

Pour pouvoir exercer les missions prévues par les articles 21-2 et 78-6 du code de procédure pénale ainsi que celles concernant la sécurité routière notamment celles relatives aux vérifications des droits à conduire, aux conduites avec alcool ou après usage de stupéfiants ou encore aux vérifications liées à la personne ou au véhicule prévues aux articles L. 221-2, L. 223-5, L. 224-16, L. 224-17, L. 224-18, L. 231-2, L. 233-1, L. 233-2, L. 234-1 à L. 234-9 et L. 235-2 du code de la route), les agents de police municipale doivent pouvoir joindre à tout moment un officier de police judiciaire territorialement compétent. A cette fin, le responsable des forces de sécurité de l'État et le responsable de la police municipale, précisent les moyens par lesquels ils doivent pouvoir communiquer entre eux en toutes circonstances.

## Article 15

En tant qu'agents de police judiciaire adjoint, les agents de la police municipale ont pour missions :

- de veiller au respect des arrêtés de police du maire et de constater par procès-verbaux les contraventions auxdits arrêtés,
- de verbaliser les contraventions aux dispositions du code de la route et du livre VI du Code pénal dont les listes sont fixées par décret en Conseil d'État, dès lors qu'elles ne nécessitent pas de leur part d'actes d'enquêtes et à l'exclusion de celles réprimant des atteintes à l'intégrité des personnes,
- de verbaliser les contraventions à différentes dispositions du code de l'environnement, du code rural, du code de la construction et de l'habitation et au délit prévu par l'article L.126-3 dudit code,
- de seconder dans l'exercice de leurs fonctions, les officiers de police judiciaire,
- de rendre compte à leurs chefs hiérarchiques de tous crimes, délits ou contraventions dont ils ont connaissance,

En conséquence, la communauté de brigades de SERVIAN/ROUJAN et la police municipale amplifient leur coopération dans les domaines :

- Du partage d'informations sur les moyens disponibles en temps réel,
- Du partage d'informations opérationnelles en temps réel notamment lors : de déclenchement de Plan Épervier, d'interventions concernant des accidents de voie publique, d'assistances à victimes, d'interventions concernant des incendies en cours, d'intervention concernant des personnes atteintes de troubles mentaux représentant un danger imminent, de rassemblements de personnes, de dangers imminents, de cambriolages en cours, de découvertes de cadavre.
- De l'information quotidienne et réciproque par les moyens d'échange téléphonique ou de courriel. Elles veilleront ainsi à la transmission réciproque des données ainsi que des éléments de contexte concourant à l'amélioration du service dans le strict respect de leurs prérogatives, de leurs missions propres et des règles qui encadrent la communication des données.
- Dans ce cadre, elles partageront les informations utiles, notamment dans les domaines :
  - \* De la délinquance de proximité
  - \* Des cambriolages ou autres vols,
  - \* Des dégradations,
  - \* Des vols de véhicules et découvertes de véhicules volés,
  - \* Des vols à la roulotte,
  - \* De la communication opérationnelle

La participation de la police municipale à un poste de commandement commun en cas de crise ou de gestion de grand événement peut être envisagée par le Préfet.

- Des missions menées en commun sous l'autorité fonctionnelle du commandant de la communauté de brigades de SERVIAN/ROUJAN, ou de son représentant, mentionnées à l'article 11, par la définition préalable des modalités concrètes d'engagement de ces missions,
- De la prévention des violences urbaines et de la coordination des actions en situation de crise,
- De la sécurité routière, par l'élaboration conjointe d'une stratégie locale de contrôle s'inscrivant dans le respect des instructions du Préfet et du Procureur de la République ainsi que par la définition conjointe des besoins et



des réponses apportées en matière de fourrière automobile,

- De la prévention par la précision du rôle de chaque service dans les opérations destinées à assurer : la tranquillité pendant les périodes vacances, à lutter contre les hold-up, à protéger les personnes vulnérables ou dans les relations avec les partenaires, notamment les bailleurs,

- De l'encadrement des manifestations sur la voie publique ou dans l'espace public, hors missions de maintien de l'ordre.

## Article 16

Les communications entre la police municipale et les forces de sécurité de l'État pour l'accomplissement de leurs missions respectives se font par une ligne téléphonique (fixe ou portable) dans des conditions définies d'un commun accord par leurs responsables.

### Pour la gendarmerie nationale

- du lundi au samedi de 08 h à 12 h et de 14 h à 19 h
  - le dimanche et jours fériés de 09 h à 12 h et de 15 à 18 h
- au 04 67 39 10 20 brigade de gendarmerie de SERVIAN/ROUJAN.
- en dehors de ces horaires au centre d'opérations : le 17 ou le 04.67.10.39.91
  - par courriel à l'adresse suivante : [cob.servian@gendarmerie.interieur.gouv.fr](mailto:cob.servian@gendarmerie.interieur.gouv.fr)

En dehors des heures ouvrables, le renvoi des appels se fait automatiquement vers le centre d'opérations de la gendarmerie à Montpellier.

### Pour la Police Municipale

Téléphone : 04.67 36 69 65 \_ 06 34 24 01 70

Adresse mail : [police@bassan.fr](mailto:police@bassan.fr)

## TITRE II

### Coopération Opérationnelle Renforcée

## Article 17

Le préfet de l'Hérault, le procureur de la République et le maire de BASSAN conviennent de renforcer la coopération opérationnelle entre la police municipale de BASSAN et les forces de sécurité de l'État, pour ce qui concerne la mise à disposition des agents de police municipale et de leurs équipements.

## Article 18

Envoyé en préfecture le 19/02/2025

Reçu en préfecture le 19/02/2025

Publié le

ID : 034-213400252-20250213-DEL\_2025\_008-DE

En conséquence, les forces de sécurité de l'État et la police municipale amplifient leur coopération dans les domaines :

- Du partage d'informations sur les moyens disponibles en temps réel et leurs modalités d'engagement ou de mise à disposition lors de prises de contact journalières et une réunion hebdomadaire menée par le commandant de brigade ou son adjoint.
- De l'information quotidienne et réciproque par les moyens suivants :
  - Contact téléphonique,
  - Contact par courrier électronique.

Elles veilleront ainsi à la transmission réciproque des données ainsi que des éléments de contexte concourant à l'amélioration du service dans le strict respect de leurs prérogatives, de leurs missions propres et des règles qui encadrent la communication des données. Dans ce cadre, elles partageront les informations utiles, notamment en matière d'accidentalité et de sécurité routière ainsi que dans les domaines énumérés à l'article 1<sup>er</sup> de la présente.

➤ De la communication opérationnelle par le prêt exceptionnel de matériel radio afin d'échanger des informations opérationnelles au moyen d'une communication individuelle ou d'une conférence commune par le partage d'un canal commun permettant également la transmission d'un appel d'urgence (ce dernier étant alors géré par les forces de sécurité de l'État), ou par une ligne téléphonique dédiée ou tout autre moyen technique (internet). Le renforcement de la communication opérationnelle implique également la retransmission immédiate des sollicitations adressées à la police municipale dépassant ses prérogatives. Le prêt de matériel fait l'objet d'une mention expresse qui prévoit les conditions et les modalités de contrôle de son utilisation.

De même, la participation de la police municipale à un poste de commandement commun en cas de crise ou de gestion de grand événement peut être envisagée par le préfet.

➤ Des missions menées en commun sous l'autorité fonctionnelle du responsable des forces de sécurité de l'État, ou de son représentant.

➤ De la sécurité routière, par l'élaboration conjointe d'actions de prévention en direction de publics considérés comme vulnérables et d'une stratégie locale de contrôle, dans le respect des instructions du préfet et du procureur de la République. Elles peuvent utilement s'appuyer sur les documents d'analyse de l'accidentalité routière enregistrée sur le territoire de la commune et transmis par les observatoires départementaux de sécurité routière. La stratégie de contrôle intègre pleinement les nouvelles capacités de contrôle offertes aux polices municipales par l'accès au système d'immatriculation des véhicules et au système national des permis de conduire ainsi que les évolutions législatives permettant une coopération renforcée dans le domaine de la lutte contre l'insécurité routière.

➤ Les dispositifs de vidéoprotection peuvent également participer à la lutte contre l'insécurité routière par la mise en œuvre des dispositions du 4<sup>o</sup> de l'article L. 251-2 du code de la sécurité intérieure et de ses textes d'application.

« Cette stratégie de contrôle s'attache également à définir de manière conjointe les besoins et les réponses à apporter en matière de fourrière automobile notamment au regard des dispositions du code de la route permettant le contrôle du permis de conduire et de l'attestation d'assurance des véhicules ainsi que leur immobilisation et mise en fourrière à la suite d'infractions pour lesquelles la peine complémentaire de confiscation ou de confiscation obligatoire du véhicule est encourue (selon les directives du parquet) » ;

➤ De la prévention par la précision du rôle de chaque service dans les opérations destinées à assurer la tranquillité pendant les périodes de vacances, à lutter contre les vols à main armée, à protéger les personnes vulnérables, ou dans les relations avec les partenaires, notamment les bailleurs. Les opérations tranquillité vacances font l'objet d'un échange d'informations entre les différents services.

➤ De l'encadrement des manifestations sur la voie publique ou dans l'espace public, hors missions de maintien de l'ordre. Lors d'événements particuliers, une réunion entre les responsables des services de sécurité de l'État et le responsable de la police municipale est organisée.

Envoyé en préfecture le 19/02/2025

Reçu en préfecture le 19/02/2025

Publié le

ID : 034-213400252-20250213-DEL\_2025\_008-DE

## Article 19

Compte tenu du diagnostic local de sécurité et des compétences respectives des forces de sécurité de l'État et de la police municipale, le maire de BASSAN précise qu'il souhaite renforcer l'action de la police municipale par :

- la mise en œuvre de patrouilles véhiculées et pédestres ;
- la modification et l'évolution du système de vidéo-protection,
- le renforcement des contrôles de la vitesse.

Ces différentes missions pourront faire l'objet d'une mise en commun des moyens propres aux différents services.

## Article 20

La mise en œuvre de la coopération opérationnelle définie en application du présent titre implique l'organisation des formations suivantes au profit de la police municipale : la lutte contre la délinquance routière, la lutte contre les stupéfiants et information sur les nouvelles substances, la prévention des cambriolages (correspondants sûreté).

Le prêt de locaux et de matériel, comme l'intervention de formateurs issus des forces de sécurité de l'État qui en résulte, s'effectue dans le cadre du protocole national signé entre le ministre de l'intérieur et le président du Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT).

## TITRE III

### Dispositions Diverses

## Article 21

Un rapport périodique est établi, au moins une fois par an, selon des modalités fixées d'un commun accord par le représentant de l'État, le procureur de la République et le maire, sur les conditions de mise en œuvre de la présente convention. Ce rapport est communiqué au préfet, au procureur de la République et au maire.

## Article 22

La présente convention et son application font l'objet d'une évaluation annuelle au cours d'une réunion lors d'une rencontre entre le préfet, le procureur de la République et le maire. Lors de cette rencontre sont présents le responsable local des forces de sécurité de l'État et le responsable de la police municipale.

### Article 23

La présente convention est conclue pour une durée de trois ans, renouvelable par reconduction expresse. Elle peut être dénoncée après un préavis de six mois par l'une ou l'autre des parties.

### Article 24

Afin de veiller à la pleine application de la présente convention, le Maire de BASSAN, le Procureur de la République et le Préfet de l'Hérault, conviennent que sa mise en œuvre sera examinée par une mission d'évaluation associant l'inspection générale de l'administration du ministère de l'intérieur, selon des modalités précisées en liaison avec l'Association des Maires de France.

A BASSAN le 18 Février 2025

Le Sous-Préfet de Béziers

Le Maire de BASSAN

Alain Biola



Le Procureur de la République près  
le Tribunal judiciaire de Béziers